

LA FACE CACHÉE DE LA TECHNO



GHIMAUULT/ANDIA

Jacques Cremer, directeur de l'institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.

La productivité des salariés américains s'est accrue de presque 10 % en rythme annuel au troisième trimestre 2003. Depuis le milieu des années 90, l'efficacité de la main-d'œuvre a progressé bien plus vite aux Etats-Unis qu'en Europe ou au Japon. L'investissement dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) explique en partie cette performance. Mais ce n'est pas l'essentiel. Car, pour profiter des bienfaits des NTIC, des investissements complémentaires dans la réorganisation de l'entreprise sont nécessaires. Et ils pèsent jusqu'à dix fois les investissements informatiques !

Une entreprise ne profite pleinement des nouvelles technologies que si elle décentralise la prise de décisions et diminue le nombre de niveaux hiérarchiques. Ce qui exige une amélioration de la qualification du personnel. On s'attendrait à ce que l'ordinateur mis en réseaux serve à centraliser l'information et les décisions au niveau le plus élevé de la hiérarchie. Mais ce serait oublier que l'informatique moderne est un instrument de communication avant d'être un instrument

de calcul. Elle favorise les transmissions latérales dans l'entreprise, et les coordinations hors de la voie hiérarchique.

Il ne s'agit pas que chaque partie de l'entreprise soit livrée à elle-même. La décentralisation doit se combiner avec une centralisation des modes de gestion.

Ainsi, les mêmes bases de données, les mêmes conventions comptables doivent être imposées dans tous les services. Cette centralisation des techniques de gestion favorise la décentralisation. Elle permet un accès facile aux données et donne aux responsables un langage commun pour communiquer directement entre eux.

C'est ainsi que les dirigeants de Microsoft se sont aperçus que standardiser certaines pratiques et centraliser la définition de certains systèmes généraient des bénéfices qui sont d'habitude associés à la décentralisation.

Ce n'est donc pas l'achat de matériel informatique qui coûte cher, c'est la réorganisation qui en découle. Mais c'est cette dernière qui rapporte.

“Ce n'est pas l'achat d'informatique qui coûte – et peut rapporter –, c'est la réorganisation qui en découle.”

ONG-business, mariage de raison

À en croire leur légende, les organisations non gouvernementales constitueraient un monde à part, à l'abri des intrigues du pouvoir et des eaux glacées du profit. En réalité, ces grandes multinationales philanthropiques nouent avec leurs voisins un ensemble de relations qui vont de la guérilla à l'entente cordiale en passant par toute la gamme des liens contractuels (partenariats, collaborations, engagements...). C'est le cas notamment avec les acteurs marchands.

Le harcèlement est certes une modalité permanente du couple ONG-entreprises. Les campagnes dirigées contre les multinationales se comptent aujourd'hui par dizaines. Le succès de ces offensives menées au nom des droits de l'homme ou de la préservation de l'environnement procède d'une rencontre détonante : celle de la démocratie d'opinion et d'un capitalisme où l'image de marque constitue une valeur stratégique. De ces noces improbables est né ce que l'on pourrait appeler un « capitalisme d'opinion ».

Mais les grandes ONG ont fait simultanément un apprentissage accéléré du capitalisme. Le développement

de stratégies étroitement intégrées au marché est l'élément le plus marquant – quoique le moins bruyant – de cette affaire : participation active au monde de l'investissement éthique, engagement massif dans le microcrédit, professionnalisation du commerce équitable... Ainsi, la présidente de Max Havelaar n'a pas craint de « se rendre » à Davos... La critique du capitalisme n'est plus exempte d'une participation aux mécanismes du marché, au contraire.

Les multinationales l'ont compris, qui tentent d'approcher les ONG pour se refaire une vertu. WWF ne compte plus ses collaborations avec les entreprises. Même Greenpeace en est arrivé à négocier avec Lapeyre. Si certains de ces partenariats sonnent comme des armistices, d'autres relèvent de l'assurance préventive. L'efficacité économique de ces stratégies est une autre affaire. Mais le problème est d'un autre ordre. Si l'antimondialisme a été le pseudonyme d'un nouvel anticapitalisme, l'altermondialisme est plus ambigu : pour une grande partie du « mouvement social », il n'est souvent qu'un euphémisme sympathique du même combat ; pour les grandes ONG, il fait plutôt signe en direction d'un « autre capitalisme ». Le défi des grandes ONG n'est pas d'y contribuer, mais plutôt de le reconnaître.

* Auteur, avec Marc-Olivier Padis, de « Multinationales du cœur » : la politique des ONG.



MICHEL DELLUC

Par Thierry Pech*, secrétaire général de la République des idées.